

Une crise systémique qui plonge ses racines dans les rapports de production capitalistes

alencontre.org/economie/une-crise-systemique-qui-plonge-ses-racines-dans-les-rapports-de-production-capitalistes.html

Avec la crise, on s'arrache le livre "LE CAPITAL" de Karl Marx



**Entretien avec Michel Husson
conduit par Henri Wilno**

Une sortie de crise capitaliste ne pourrait être que régressive socialement. Le système n'a plus rien à offrir qui pourrait le légitimer. La question de l'automatisation permet de pointer l'irrationalité du capitalisme. La dite crise de gouvernance à l'échelle internationale se répercute, avec des traits particuliers, dans divers pays. Et quels sont les ressorts des politiques de d'Angela Merkel, de Paolo Gentiloni ou encore de l'Eurogroupe et de la BCE.

Le monde se recompose. Des économistes ont analysé la crise actuelle comme étant également (outre ses autres facteurs) une

crise de gouvernance du capitalisme. L'heure serait désormais au déclin de l'hégémonie américaine sans qu'aucune puissance ne soit en mesure d'assurer le relais, pas même la Chine? Que peut-on dire de cette thèse?

Il y a la géopolitique, autrement dit les relations entre Etats, et il y a la structuration de l'économie mondiale par les firmes multinationales. Les deux cartes, celle des capitaux et celle des puissances nationales coïncident de moins en moins. Le décalage a été accentué par la mondialisation, qui va au-delà des échanges commerciaux entre pays. Il s'agit aujourd'hui de la production des marchandises puis de leur commercialisation à cheval sur plusieurs zones du monde, ce qu'on appelle les «chaînes de valeur globales». Ce décalage entre les deux cartes du monde fait que les intérêts capitalistes ne sont pas homogènes et ne définissent pas une politique unifiée à l'intérieur d'un même pays.

Prenons l'exemple des Etats-Unis: certains secteurs capitalistes peuvent applaudir aux mesures protectionnistes que Trump envisage de prendre, mais elles s'opposent aux intérêts d'autres secteurs. Le Mexique est particulièrement visé, alors qu'une partie des importations en provenance du Mexique correspond à la production de capitaux étasuniens investis dans ce pays. Le couple constitué entre les Etats-Unis et la Chine, la «Chinamérique», avait fonctionné de manière favorable aux deux puissances: croissance à crédit aux Etats-Unis, croissance tirée par les exportations pour la Chine. L'importation de biens de consommation à bas coûts de production permettait de faire baisser le prix de la force de travail aux Etats-Unis et/ou de gonfler les surprofits de WalMart [qui a une de ses bases productives en Chine et commerce, depuis 2016, conjointement avec JD.Com, firme chinoise]. Tout le monde y retrouvait son compte.

Mais la «Chinamérique» est en train de se défaire et, de manière générale, tout se passe comme si la mondialisation avait atteint sa limite. Au cours des précédentes décennies, le commerce mondial augmentait deux fois plus vite que le PIB (Produit intérieur Brut) mondial; dorénavant il augmente au mieux à la même vitesse. L'extension des chaînes de valeur globales est entrée dans la phase des rendements décroissants et on assiste même à des phénomènes de relocalisation. La réorientation de l'économie chinoise vers son marché intérieur contribue aussi à ce phénomène. En ce sens la Chine n'est pas candidate au rôle de puissance hégémonique et on ne peut lire la période comme celle d'une transition entre deux puissances dominantes, mais

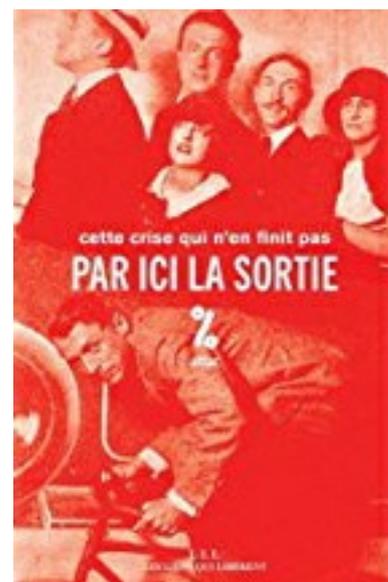
plutôt, effectivement, comme une crise de gouvernance du capitalisme dont les ressorts ne sont pas exclusivement économiques.

La crise dure. Qui la paye et comment, au-delà des formules générales sur les 1% face au 99%?

La première réponse évidente est que cette crise est payée par les victimes des politiques d'austérité. Ensuite, il est important de comprendre pourquoi il ne peut en être autrement. La raison essentielle est l'épuisement des gains de productivité: ce que produit un salarié moyen en une heure de travail tend à stagner ou en tout cas progresse faiblement. Mais cela signifie aussi épuisement du dynamisme du capitalisme : il ne peut maintenir ou augmenter son taux de profit qu'à la condition de bloquer ou de faire baisser ce qu'il appelle le coût du travail. Cela veut dire austérité salariale mais aussi réduction de l'Etat social, de la protection sociale et des services publics. Autrement dit, une sortie de crise capitaliste ne peut être que régressive socialement. Le système n'a plus rien à offrir qui pourrait le légitimer.

Cette crise n'est pas une crise financière: c'est une crise systémique qui plonge ses racines dans les rapports de production capitaliste. Telle est l'une des thèses essentielles du livre d'Attac [1] (auquel j'ai contribué) mais elle est articulée avec une analyse du capital fictif. Ce concept que l'on trouve chez Marx a été retravaillé par François Chesnais [2] et Cédric Durand [3]; il désigne l'accumulation de titres financiers qui sont autant de «droits de tirage» sur la plus-value [4].

Cette focalisation sur le capital fictif permet de pointer une contradiction importante dans la gestion capitaliste de la crise. D'un côté, il faudrait une dévalorisation massive du capital pour remettre les compteurs à zéro, et rétablir le taux de profit. Ce n'est pas seulement une lubie marxiste : c'est aussi le point de vue de l'OCDE qui désigne les «entreprises zombies» [5] comme responsables des faibles gains de productivité et des ratés de l'accumulation. Mais cela impliquerait que les détenteurs de ce capital fictif acceptent de «prendre leurs pertes», ce à quoi ils se refusent évidemment. Et les politiques menées notamment en Europe obéissent à une logique de validation de ces droits de tirage acquis avant la crise, même si leur croissance est une cause de la crise et en tout cas un obstacle à une sortie de crise. C'est ce qui fonde la validité de l'opposition entre le 1 % et les 99 %, parce que la concentration de la richesse financière est beaucoup plus grande que celle des revenus. Et c'est ce qui permet de pronostiquer un recours durable à l'austérité et à la régression sociale.



Il y a quelques années, les nouvelles technologies étaient dans le discours officiel présentées comme la «nouvelle frontière» qui allait relancer une phase longue d'expansion. Désormais, le débat porte sur leur impact destructeur sur l'emploi et les inégalités. Qu'est-ce que la « stagnation séculaire » ? Que peut-on en penser ? A la lumière de cette thèse, quelles sont les perspectives pour le capital?

Toutes ces interrogations renvoient au fond à une question: qu'est-ce qui détermine les gains de productivité? C'est encore une fois une question essentielle pour la dynamique du profit et de l'accumulation. Mais en fait, on n'en sait rien. Dans le passé, cela a donné lieu au paradoxe de Solow par référence à un bref article de journal où ce dernier se demandait pourquoi on voit partout les nouvelles technologies sauf dans les statistiques de productivité. C'était en 1987 et on pourrait raconter l'histoire des espoirs et des déconvenues des économistes qui annonçaient une nouvelle phase d'expansion («un nouveau Kondratief»). Ce débat a été particulièrement intense aux Etats-Unis où les tenants de la révolution technologique se sont constamment opposés aux «techno-pessimistes» qui ne voyaient qu'un boom sans lendemain. Ce sont eux qui avaient raison, et en particulier Robert Gordon, qui est le principal avocat d'une «stagnation séculaire» à venir.

Mais, d'un autre côté, se multiplient les discours sur «la fin du travail». Les robots et l'économie «de plateforme» conduiraient inexorablement à des destructions massives d'emplois, de l'ordre d'un emploi sur deux dans les 10 ou 20 ans à venir. C'est l'argument massif en faveur de l'institution d'un revenu universel qu'il faut récuser, à moins de se résigner à l'idée que c'est la technologie qui doit dicter l'organisation de la société. Or les

choses ne doivent pas fonctionner ainsi et ne fonctionnent pas de cette manière: la technologie ne décide pas de tout. Les nouvelles méthodes de production, les nouvelles marchandises, tout cela doit s'intégrer dans la logique marchande. Et c'est peut-être l'explication de fond du paradoxe de Solow: pour simplifier, la robotisation ne suffit pas, il faut aussi qu'il y ait un pouvoir d'achat pour acheter ce que produisent les robots et un modèle social adéquat.

Cette question de l'automatisation permet de pointer l'irrationalité du système capitaliste. Admettons que d'énormes gains de productivité soient à venir: cela devrait être une bonne nouvelle puisque les robots vont travailler à notre place. Mais dans la logique capitaliste, c'est au contraire une catastrophe sociale, avec des destructions massives d'emplois. Voilà pourquoi la réduction du temps de travail est la réponse rationnelle et qui constitue le socle d'une autre société, une société éco-socialiste. L'objectif de garantir un revenu décent à chacun et chacune est évidemment légitime et il y a des mesures d'urgence à prendre en ce domaine, mais il ne faut pas pour autant renoncer au droit à l'emploi.

Un débat a partagé les économistes critiques à propos des politiques d'austérité: sont-elles absurdes ou rationnelles? Pour se limiter à l'Union européenne, il semble difficile de penser que Draghi, Merkel, Juncker, ou Hollande, ne sont qu'une bande d'imbéciles: quels sont donc les ressorts de ces politiques et de leur perpétuation?

C'est un vrai débat que nous avons eu au sein de la «Commission pour la vérité sur la dette grecque». Les plans d'ajustement imposés à la Grèce ne pouvaient manifestement pas fonctionner. Il était facile de prévoir que des coupes budgétaires massives engendreraient une récession profonde et qu'au bout du compte le poids de la dette augmenterait au lieu de baisser. Le FMI a d'ailleurs fait plus ou moins son autocritique sur ce point [Olivier Blanchard a reconnu une «erreur» ayant trait au «multiplicateur budgétaire», voir *Working Paper* No 2013/1, janvier 2013].

Il y a donc une première lecture: les politiques d'austérité sont absurdes et elles ont cassé la reprise qui s'amorçait en 2010 en Europe, il faut donc en mener d'autres. Mais il y a évidemment une autre lecture. Les dirigeants européens savent ce qu'ils font et ils mènent une thérapie de choc visant à réduire significativement les acquis sociaux qui sont autant d'obstacles à la compétitivité.

Le problème est qu'il y a du vrai dans ces deux thèses, ou plutôt qu'il faut combiner les deux discours. Par exemple, dans le cas grec, on ne peut pas renoncer à l'argument que les conditions imposées à la Grèce sont non seulement absurdes, mais proprement démentielles puisqu'on lui demande aujourd'hui des excédents budgétaires de 3,5 % avant paiement des intérêts de la dette [5]. Et il est possible en même temps de montrer que les véritables objectifs n'ont jamais été de relancer l'économie grecque, mais de sauver les banques européennes, de décourager toute politique unilatérale et d'assurer le paiement des remboursements.

La tension qui existe entre ces deux discours renvoie au fond à une difficulté programmatique et stratégique : comment construire un projet de transition ou de bifurcation vers un autre fonctionnement de l'économie? Ce que j'appelle parfois le «crétinisme keynésien» ne répond pas aux enjeux [6]. Mais une logique «ultimatiste» consistant à dire que rien n'est possible sans abattre immédiatement le capitalisme ne fait pas non plus avancer les choses. Pour Bernard Friot par exemple, «se battre pour l'emploi, c'est se tirer une balle dans le pied» [7] et la lutte pour un meilleur partage de la valeur équivaut à «éviter la lutte de classes». Force est de constater que les coordonnées de la période actuelle sont favorables aux inventeurs de systèmes et aux gourous. Il faudra sans doute du temps pour reconstruire un véritable horizon de transformation à partir des luttes et des résistances sociales. (Entretien effectué pour la revue du NPA, N° 86, avril 2017)

[1] Attac, *Par ici la sortie. Cette crise qui n'en finit pas*, Les Liens qui Libèrent, 2017.

[2] François Chesnais, *Finance Capital Today*, Brill, 2016.

[3] Cédric Durand, *Le capital fictif*, Les prairies ordinaires, 2014.

[4] Ernest Mandel développait cet aspect en 1972 dans *Le capitalisme du troisième âge*, rédigé en 1972, en soulignant «l'hypertrophie financière». Jesus Albarracin et Pedro Montes ont souligné, dans une contribution sur les écrits de Mandel, l'attention que ce dernier avait pour la catégorie de «capital fictif», telle que développée par Marx dans le volume III du *Capital* (chapitre 29). (Réd. *A l'Encontre*)

[5] Le gouvernement grec a annoncé, le jeudi 27 avril 2017, la conclusion d'un accord avec les créanciers, tout en soulignant, par la voix du ministre de l'Economie (Tsakalotos), que les sacrifices pour la majorité populaire seraient grands, entre autres dans le domaine des retraites, des impôts directs frappant des revenus de survie, etc. Dans la foulée de l'annonce de la Commission et du Mécanisme de stabilité européen, le ministère allemand des Finances (Wolfgang Schäuble) a calmé les esprits: l'accord n'interviendra pas avant le 22 mai 2017 et un «paquet de mesures austéritaires» est envisagé pour 2019-2020, à la suite de quoi les «contre-mesures sociales» pourront être appliquées sous conditions d'un excédent primaire (avant le service de la dette) à hauteur de 3,7%. La torture continue. (Réd. *A l'Encontre*)

[6] Michel Husson, « [Optimisme structurel à l'OCDE](#) », *Alternatives Economiques*, 9 mars 2017.

[7] Bernard Friot, *Emanciper le travail*, La Dispute, 2014.